

## Gabon/Politique : Audience avec le collectif de lutte contre les violences faites aux femmes

18-01-2016

Le Ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation, de la Sécurité et de l'Hygiène Publiques M. Pacôme MOUBELET-BOUBEYA a reçu à leur demande, le vendredi 15 janvier 2016 à 11 heures, une forte délégation des femmes réunies au sein du Collectif de Lutte contre les violences faites au Femmes.

Conduite par leur Présidente Madame Paulette MISSAMBO, ces femmes sont venues traduire au Ministre, les violences policières faites aux femmes notamment celles exerçant dans les marchés ; à la lumière de la dernière actualité liée aux vidéos montrant des femmes commerçantes dénudées sur internet.

Prenant la parole en premier, Madame MISSAMBO après avoir condamné à nouveau ce qu'elle a qualifié de « honte pour le Gabon », a déploré l'attitude de la Police Nationale qui terrorise les femmes commerçantes plus qu'elle ne les sécurise à travers le racket, la saisie et ou la destruction systématique de leur marchandise etc. Elle a sollicité du Ministre une action forte et vigoureuse envers les policiers véreux qui agissent parfois de cette façon par manque d'une bonne formation. Elle a également évoqué les incidents survenus lors de la marche citoyenne du 25 novembre 2015 commémorant la Journée des Nations Unies de lutte contre les violences faites aux femmes.

A sa suite, Madame Aminata NZOMBA épouse ONDO MENDOGHO du front des indignés a pris la parole pour se féliciter d'abord l'ouverture et l'oreille attentive du Ministre de l'Intérieur avant de dénoncer à son tour, d'autres griefs envers les policiers et les municipalités de Libreville et Owendo: multiplicité des taxes, cherté des étals et box, part belle faite aux commerçantes expatriées dans les marchés, confinant les gabonaises à vendre sur les trottoirs&hellip;

Pascaline, l'une des victimes des vidéos incriminées a également pris la parole pour donner sa version des faits tout en précisant qu'elles se sont dévêtues d'elles mêmes croyant repousser les policiers par cette posture&hellip;.

En réponse à toutes ces interventions, le Ministre Pacôme MOUBELET-BOUBEYA a salué la démarche républicaine de ce collectif qui s'inscrit dans le cadre du dialogue, de l'apaisement et de la prise en compte des problèmes qui sont réels par les autorités compétentes et non dans la rue.

Le membre du Gouvernement a reconnu la corruption et les trafics de tout genre qui sévissent dans les marchés de la capitale, non sans dénoncer les « arrangements » que certaines femmes commerçantes font avec certains policiers véreux.

Le Ministre a rassuré les membres du collectif de ce que des sanctions d'étapes ont été prononcées à la suite de l'épisode des vidéos malsaines dont il a été l'un des premiers à condamner les faits pour ce que représente la femme à ses yeux dans notre culture : la sacralité de la matrice génitrice de l'humanité.

Pour régler définitivement toutes les questions soulevées, le Ministre fait confiance en la décentralisation. Mais à court terme, il a proposé la mise en place d'un groupe de travail impliquant toutes les parties (Ministère, Municipalité, Femmes Commerçantes, Préfecture de Police) qui devrait déboucher sur la tendance aux emplois réservés aux gabonaises dans les marchés et en toute sécurité car, la vente sur les trottoirs pose un réel problème de sécurité pour tous.

Un mémorandum retraçant tous les travers dénoncés a été remis au Ministre qui était assisté au cours de cette par le Secrétaire Général Adjoint 1 du Ministère, le Directeur Général de la Documentation et de l'Immigration et le Conseiller en Communication.

Avec : [www.gouvernement.ga](http://www.gouvernement.ga)